



**DEBAT AU PRESS CLUB DE FRANCE le 10 juin 2008**

---

**Débat organisé à l'occasion de la sortie de l'ouvrage  
« Pour une stratégie globale de sécurité nationale »**

*co-édité par PRESA JE et DALLOZ*

---

*Sécurité nationale : la France dispose-t-elle de moyens  
à la hauteur des menaces ?*

\* \*

\*

**Débat animé par Eric GIACOMETTI**

*Chef du service « Economie » - Le Parisien*

*(La séance est ouverte à 18 h 45.)*

**Eric GIACOMETTI.**- Merci à tous et à toutes d'être venus.

Nous allons donc parler de défense, de sécurité nationale, d'intelligence économique, de menaces.

Quelle est l'actualité ? L'actualité est la sortie de ce livre « Pour une stratégie globale de sécurité nationale », ouvrage collectif sous la direction de Nicolas Arpagian et Eric Delbecque que je vais présenter, et la remise du Livre blanc qui va intervenir dans le courant du mois de juin.

Pour en parler, nous avons :

- Xavier Rauffer, directeur des études au Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines, à l'université Paris II, Assas ;
- Nicolas Arpagian, co-auteur de ce livre, qui est aussi rédacteur en chef de la revue Prospective Stratégique ;
- Jean-Pierre Maulny, directeur-adjoint d'IRIS, l'institut de relations internationales et stratégiques ;
- Eric Delbecque, secrétaire général de l'institut d'études et de recherches pour la sécurité des entreprises (l'IERSE), co-auteur également.



**Les intervenants aux débats ; de gauche à droite :**

**Xavier Rauffer, Nicolas Arpagian, Jean-Pierre Maulny, Eric Giacometti, Eric Delbecque**

Nos intervenants vont débattre pendant cinquante minutes, une heure. Nous pourrons ensuite engager le débat. Dans la salle, n'hésitez pas, intervenez, posez vos questions, même les plus basiques. Vous avez devant vous des experts, certes, de haut vol, mais qui ont l'habitude de répondre aux questions les plus pointues et celles que tout le monde peut se poser. Le Press Club est fait pour cela.

Vous avez devant vous Eric Giacometti, je suis chef de service « Economie » au Parisien, vice-président du Press Club et accessoirement le candide de service qui sera également chargé de poser les questions idiotes. Si vous n'osez pas, je serai là pour le faire.

### CRISTALLISER LA PENSEE

**Eric GIACOMETTI.**- Nicolas Arpagian, pourquoi avoir produit ce livre au titre austère ?

**Nicolas ARPAGIAN.**- Tu as indiqué, Eric, que nous étions co-auteurs. J'assume jusqu'au bout l'aspect collectif de cette « œuvre », de ce travail de réflexion. Il s'agit effectivement d'un continuum. Nous avons écrit il y a un an un ouvrage qui s'appelle « Liberté, égalité, Sécurité » sorti dans la même collection et qui avait comme préoccupation la sécurité intérieure. Il est sorti avant l'élection présidentielle de 2007.

A partir du moment où nous avons commencé à manier, à triturer cette problématique de la sécurité au sens où, qu'elle soit économique ou technologique, elle est forcément polymorphe, nous nous sommes aperçus que nous pouvions élargir le spectre en disant que la sécurité intérieure est une matière intéressante, conséquente, mais qu'il faudrait aller voir un peu plus loin et l'élargir à la notion de sécurité nationale.

Un concours de circonstances a conduit à ce qu'au même moment – et nous l'avons forcément inspiré... – le Président de la République a initié la constitution d'un Livre blanc, démarche extrêmement ambitieuse puisque l'idée est de déterminer les perspectives en matière de défense et de sécurité pour les 15 prochaines années. Donc, travail extrêmement ambitieux.

Nous avons souhaité l'accompagner en partant d'une question simple partagée par nos différents contributeurs dont aussi bien des officiers généraux, des universitaires, des praticiens des questions de défense et de sécurité : quels sont tous les angles, tous les aspects que l'on peut traiter dans la question de la sécurité nationale, qui conduisent un pays, une collectivité, qu'elle soit même à l'échelle nationale franco-française ou européenne, à voir ses fondamentaux remis en cause, fragilisés par une pluralité d'agressions ?

Ces agressions peuvent être sous la forme de manipulations de l'information qui conduisent à créer un climat délétère. Elles peuvent prendre la forme de problématiques de corruption. C'est le cas avec un chapitre rédigé par un expert du Service central de prévention de la corruption ou avec des vraies orientations concernant le renseignement, de manière à anticiper les possibles agressions, des questions concernant les technologies de l'information.

Notre conviction est qu'il ne s'agissait pas de miser sur la seule technologie et les seuls choix techniques de manière à se prémunir contre les agressions. Xavier développera cette vision : la muraille technique, technologique ne peut pas être la meilleure et la seule défense aux agressions qui nous guettent.

Ce titre est en effet un peu austère, car il se veut complet. Nous voulions tout dire à travers lui. C'est tout l'exercice de l'écriture quand il s'agit de faire passer un message tout en étant précis et en mettant un peu d'ambition dans le propos.

Telles sont toutes les contingences qui ont expliqué la rédaction et le choix de cet intitulé.

**Eric GIACOMETTI**- Eric Delbecque, vous co-dirigez l'ouvrage.

Jusqu'au moment de la chute du Mur, nous connaissions la menace. Puis, période de chaos.

Quand on parle dorénavant de menace, le grand public pense à Al Qaida. Tout le reste est un peu nébuleux. Les différents chapitres de cet ouvrage montrent que les menaces sont polymorphes et les solutions, pour y répondre, aussi.

Sous quelle optique avez-vous abordé toutes ces menaces dans votre ouvrage ?

**Eric DELBECQUE**.- Xavier Raufer aura l'occasion de préciser la figure de l'ennemi.

Sur l'intention qui préside à l'ouvrage, cela fait déjà quelque temps que Nicolas et moi nous nous passionnons pour cette question et que nous écrivons sur ce genre de sujet. Nous nous sommes également interrogés sur le fait que ce problème était abordé de manière un peu diffuse. Nous voulions arriver à crystalliser la pensée sur ce sujet. Il ne s'agit pas de faire oeuvre de doctrine au sens un peu rigide du mot, mais de cristalliser les différentes pensées, options qui pouvaient intervenir sur le plan de la sécurité nationale, le terme étant lui-même un peu piégé. D'où l'idée également de faire apparaître certains débats dont les réponses n'allaient pas de soi. J'en vois quelques-uns que nous avons fait surgir et qui sont directement en lien avec vos propos sur la menace et la nature des réponses.

La question de sécurité nationale n'est pas uniquement à appréhender comme une logique défensive. Nous n'avons pas dirigé un ouvrage sur cette question en pensant que cela allait de soi. C'était aussi des débats sur ce qui crée aujourd'hui ces menaces.

C'est le principe même d'interdépendance qui nous a amenés à parler de sécurité nationale. Si nous n'avions pas ce principe d'interdépendance, s'il n'y avait pas de porosité entre les différents thèmes, questions ou menaces puisqu'on ne peut plus isoler une menace, c'est cette perspective que nous remettons en cause. On ne peut prétendre que la menace contre laquelle il faut se défendre est là et uniquement là, et c'est terminé.

Vous faisiez allusion à la chute du Mur, au chaos contemporain. La menace est maintenant diffuse, très difficile à identifier ; ce qui rend tout le champ sémantique autour de la défense, problématique. Un fois les problématiques de défense, de champ militaire au sens large épuisées, on n'a pas dit grand-chose sur l'état des menaces contemporaines.

C'est ce qui a fait naître ce thème de sécurité nationale.

Le deuxième grand débat est que la sécurité nationale cache parfois d'autres volontés. Nous avons eu l'occasion de nous pencher sur ce phénomène avec les comparaisons internationales. Dans un certain nombre de pays, et j'emploie le mot, car il est adéquat, « l'idéologie » de sécurité nationale couvre en fait un projet de puissance, une logique, une stratégie de puissance. Elle n'est pas que de la sécurité nationale.

Non seulement cette sécurité nationale tient à l'interdépendance d'un certain nombre de questions, mais elle n'est pas simplement une réponse à des défis, à des problèmes, elle cache également, ce qui me paraît particulièrement intéressant, d'autres projets, d'autres volontés qui ne sont pas liés à un problème de défense contre une menace, mais un authentique projet de puissance.

Il ne faut pas voir ce projet de puissance au sens belligène ou comme étant forcément agressif, mais comme une simple volonté de déploiement, d'expansion de ses potentiels économiques, technologiques.

Tels sont les débats que contient cet ouvrage.

**Eric GIACOMETTI.**- Combien de temps avez-vous mis pour réaliser cet ouvrage, réunir toutes les participations ?

**Nicolas ARPAGIAN.**- Avec du travail et de la bonne volonté, c'est toujours rapide. En comprenant nos contraintes logistiques, chacun avait remis sa copie en janvier. Il a fallu gérer les contraintes de l'éditeur et ses calendriers de publication, mais en janvier, les contributions étaient finalisées.

**Eric GIACOMETTI.**- Comment étaient sélectionnés les experts ?

**Nicolas ARPAGIAN.**- Ont-ils payé ? Non !

**Eric DELBECQUE.**- Les chèques n'étaient pas assez gros !

**Eric GIACOMETTI.**- A qui avons-nous affaire ?

**Nicolas ARPAGIAN.**- Avions-nous des liens familiaux ? Non. C'est donc forcément sur l'expertise.

Il est vrai que nous avons essayé de prendre chaque fois des personnes légitimes, compétentes et prêtes à s'exprimer. Au moment où le principe du Livre blanc est décidé par le Président de la République, cette idée aurait pu tétaniser certains hauts-fonctionnaires qui auraient pu préférer attendre « que le chef parle » et ainsi s'abstenir de toute prise de position.

Malgré cela, nous retrouvons :

- des officiers généraux de gendarmerie, ainsi que des personnalités qui ont vocation à réfléchir aux questions de doctrine. Je pense au président de l'IHEDN, Olivier Darrason, à Rémy Pautrat, président de l'IERSE, et à Pierre Monzani qui dirige l'INHES. Ils ont, respectivement auprès du Premier ministre pour l'IHEDN, auprès du Ministre de l'Intérieur pour l'INHES et au sein de la Gendarmerie pour l'IERSE, vocation à réfléchir à ces questions de sécurité et à fournir de la réflexion et de la matière grise ;
- Xavier Raufer qui est tout à fait légitime et expérimenté en matière d'analyse des menaces ;
- des officiers de l'armée de l'air qui réfléchissent aux enjeux industriels, à l'école de l'Air notamment, pour apprécier les enjeux strictement industriels avec les économies qui y sont liées ;

- voire également sur les questions de renseignements, les questions de technologie de l'information et en l'occurrence, c'est Corinne Lepage qui s'est prêtée à l'exercice pour les enjeux liés aux possibles agressions bio technologiques et plus généralement les agressions utilisant la problématique environnementale.

### ARES ET ATHENA

**Eric GIACOMETTI.**- Nous avons effectivement une large palette d'experts.

Ceci étant, quand on n'est pas un expert, cet ouvrage très documenté se lit bien et les auteurs ont le souci d'être clairs. Je le précise en tant que journaliste, car très souvent dans ce domaine, les rapports, les sujets que je reçois sont extrêmement austères, voire incompréhensibles par certains aspects. En l'occurrence, on sait au moins où on met les pieds et on comprend.

Je vais peut-être commencer par Xavier Raufer : « *sous le signe d'Arès* ». Comme je suis journaliste, je prends les choses qui me paraissent les plus spectaculaires et pas forcément les plus pointues :

*« Arès : Dieu de la mort violente et du crime. Il s'enivre des insurrections, des guérillas, du chaos sanglant dans lequel tous les coups sont permis. Il cherche constamment des occasions de susciter la guerre en propageant des rumeurs et en instillant la jalousie dans les cœurs. Il combat dans un camp ou l'autre, selon ses sympathies. Il n'est heureux que quand il tue et pille, les autres dieux le haïssent.*

*Par opposition, nous avons Athéna : elle n'aime pas les batailles, elle est heureuse quand elle peut faire cesser une querelle ou soutenir le droit par des moyens pacifiques. En temps de paix, elle ne porte pas d'armes, elle possède une meilleure connaissance de la stratégie qu'Arès et les sages capitaines s'adressent toujours à elle lorsqu'ils ont besoin d'un conseil. ».*

Avec une telle entrée en matière, on commence à comprendre un peu où on met les pieds.

Xavier Raufer, pourquoi êtes-vous intervenu devant cet ouvrage ?

**Xavier RAUFER.**- Pour rappeler un certain nombre de choses, notamment pour faire le pas en arrière qui permet d'avoir un peu de recul et de comprendre. Pour rappeler que l'être humain n'a pas de griffes, n'a pas de carapace, l'être humain n'a aucune défense naturelle, il est mou. Ce qui est dur est à l'intérieur et ce qui est mou est à la surface.

Dans ces conditions, pour se défendre, l'être humain ne possède que son cerveau et depuis les Cavernes, l'être humain ne survit qu'à ce qu'il a compris. Quand une situation devient périlleuse, soit l'être humain comprend qu'elle est périlleuse et il survit, soit il ne le comprend pas et il meurt.

S'ajoute à cela la période dans laquelle nous vivons. Depuis qu'il n'y a plus d'ordre mondial, c'est-à-dire depuis la chute du Mur, il y a un désordre. C'est une banalité, mais il ne faut pas hésiter à la rappeler. La caractéristique d'une ère désordonnée est que tout va très vite, on n'a pas le temps de se préparer. On est en permanence dans la position du gardien de but au moment du tir de penalties : c'est au réflexe que l'on bloque. Parfois on bloque, parfois on ne bloque pas.

Ce qui m'inquiète, et c'est la raison pour laquelle on intervient beaucoup sur cette thématique, aussi bien dans les cénacles officiels où on veut bien nous écouter que dans les livres comme ceux-là, car la base de la pédagogie est la répétition, ce qu'il faut répéter est la chose suivante : « Attention, nous n'avons pas bien compris et nous souffrons depuis maintenant une quinzaine d'années d'une grande incapacité à voir venir les menaces de loin. » Nous sommes toujours surpris. Regardez, les deux grands premiers attentats terroristes de l'ère Ben Laden remontent au mois d'août 1998. Nous sommes en août 2008, nous n'avons pas compris ces deux attentats.

Ce problème central du terrorisme, et il ne se passe pas un jour sans qu'une page y soit consacré dans les journaux, n'a pas été bien compris.

Souvenez-vous au détour de l'année 2000 de ces polémiques énormes autour de cette histoire de réseau d'espionnage américain appelé « Echelon ». Ils ouvraient tous les mails, rentraient dans tous les téléphones, c'était affreux ! A quoi a servi « Echelon » pour prévenir le 11 septembre ? A rien. Il s'est révélé être ce qu'il était depuis le départ, une ligne Maginot.

Après quoi est intervenu en 2004 l'attentat de Madrid. L'a-t-on prévu ? Rien. Londres, l'a-t-on prévu ? Rien et ainsi de suite.

### **INCAPACITE A VOIR LES MENACES**

Le plus grave est que cette espèce d'incapacité à voir les menaces venir d'un peu loin s'étend même aux meilleurs sur le champ de bataille. J'ai le document en hébreux, mais j'ai pu le lire traduit : un hebdomadaire israélien a publié en 2005 un immense reportage sur le Hezbollah disant : « Attention, cela fait maintenant deux ans qu'ils sont en contact avec les Nord-coréens. Les Nord-coréens sont les meilleures troupes de montagne au monde, c'est eux qui ont élevé à la hauteur d'un art le fait de creuser des souterrains pour la grande bataille à venir avec la Corée du Sud. Attention à cela, c'est ce qu'ils sont en train de préparer ! » Le jour venu, l'armée israélienne s'est jetée sur les défenses du Hezbollah.

A l'heure actuelle, nous sommes dans une société de l'information. A la tribune, nous en faisons tous partie comme experts ou praticiens, présents ou passés, d'une manière ou d'une autre. Il ne s'agit pas de jeter la pierre à quiconque, mais nous sommes dans une société de l'information avec son souci d'être toujours dans l'actualité, sur le petit bout de la lorgnette, le plus brûlant et le plus pressant. Cette société a oublié les fondamentaux : connaître son ennemi. On a oublié l'urgence absolue et le côté indispensable du diagnostic dans tout ce que l'on fait. On se précipite sur les solutions et souvent, elles ne sont pas bonnes.

Approche phénoménologique : la phénoménologie ne part pas de grands principes philosophiques, elle part du présent. Je suis parti du dépliant d'une conférence à laquelle j'avais été invité à Washington, conférence qui durait trois jours sur la défense des frontières. Le dépliant, comme la conférence, vous livre des tonnes d'informations. Pas une seule fois au cours de la conférence il n'a été dit un mot sur ce qui menaçait la frontière sud des Etats-Unis. On l'a simplement oublié. C'était une série de gadgets, du fétichisme de la haute technologie (des rayons, des lasers,..), mais pas un mot sur qui peut bien avoir l'idée de passer illicitement la frontière entre le nord du Mexique et le sud des Etats-Unis et avec quelle substance ou personne illicite : migrant clandestin, drogue, armes dans un sens et argent sale dans l'autre.

On a oublié à ce point l'urgence, le côté crucial de pratiquer un diagnostic. C'est comme si vous alliez chez un médecin et, avant même que vous ayez pu vous déshabiller, il vous tenait un discours de deux minutes sur la nécessité d'être en bonne santé et l'horreur d'être malade, vous renvoyait chez vous en vous prescrivant de l'aspirine et en vous soutenant que cela ira mieux demain. Vous criez au fou et plus jamais vous ne retournez chez ce médecin. C'est exactement ce que l'on fait tous les jours, il n'y a pas de diagnostic, on soigne sans diagnostic.

### EXEMPLE : LA COCAÏNE EN EUROPE

Sur les menaces non terroristes qui se déroulent au sein de l'Union européenne, entre 2002 et 2007, la quantité de cocaïne importée dans l'Union européenne, selon Europol qui compile toutes les statistiques des saisies dans l'Union européenne, est passée de 50 à 300 tonnes, soit 300 000 kilos. Les dégâts sont naturellement énormes. L'héroïne est une drogue pour marginaux suicidaires. Cyniquement, on pourrait penser, comme dans le petit commerce : « Si cela n'aide pas, cela débarrasse... ». Mais la cocaïne est une drogue de jeunes actifs, d'ingénieurs, de médecins, de gens du showbiz. Elle vise la société au coeur et est extrêmement dangereuse.

**Eric GIACOMETTI.**- Des journalistes aussi ?...

**Xavier RAUFER.**- C'est bien que ce soit vous qui posiez la question !

Imaginez que le nombre de chômeurs en France ait été multiplié par six en cinq ans, que le nombre de cas de sida ait été multiplié par six en cinq ans. La presse en aurait naturellement, et à juste titre, fait ses gros titres : un scandale national. La quantité de cocaïne importée dans l'Union européenne a été multipliée par six en cinq ans et personne n'en a parlé. C'est une menace stratégique. 300 000 kilos de cocaïne à 50 000 dollars le kilo, les sommes sont absolument monstrueuses : des milliards d'euros !

Les vrais problèmes doivent être envisagés, ce que nous faisons. Nous exposons leur existence. Puis, les militaires, les services du renseignement, les techniciens viennent et apportent des réponses. Mais ils ne peuvent le faire bien que sur la base d'un diagnostic lucide.

**Eric GIACOMETTI.**- Pourriez-vous nous parler de Maktab et d'un certain Ali Chariati ?

**Xavier RAUFER.**- On veut un ennemi de confort. Il existe maintenant des pilules de confort pour toute sorte de chose, pour se montrer extrêmement puissant dans toute sorte de situations. On a des médicaments de confort pour tout, pour ne plus avoir mal, pour être viril, pour dormir. De même, on veut des ennemis de confort. On est dans le monde de Harry Potter, on aime les baguettes magiques.

Mais l'ennemi n'est pas ce que l'on voudrait qu'il soit. A la question qu'est-ce qu'un groupe terroriste, le Livre blanc de la défense des Etats-Unis vous répond qu'il se présente sous forme d'une pyramide avec le chef en haut, les gens à la base. Non ! l'ennemi n'est pas ce que l'on voudrait qu'il soit.

Depuis plus d'un siècle, apparaît un type d'association entre les êtres humains, une manière de s'associer qui, dans le monde musulman, notamment dans les écoles coraniques, dans les madrasas, est aussi universellement connue que l'association loi 1901 en France.



Quand vous voulez réunir des joueurs de boules, vous créez une association loi 1901. Dans le cas d'espèce, il en est de même, c'est l'équivalent et cette association s'appelle « Maktab » en arabe : « le bureau ». C'est le Bureau des élèves d'une école coranique.

Dans un Bureau des élèves d'une école coranique, l'association n'est pas en forme de pyramide, mais en forme de système solaire : un individu est au milieu avec des gens qui gravitent autour. Tout chez les islamistes, est Maktabiste, une forme d'organisation qui leur est spécifique. Or, les Etats-Unis n'ont jamais entendu parler de cela.

Si vous avez un jour l'occasion d'assister à un meeting du Hezbollah, ce qui est un spectacle un peu pittoresque, vous verrez une représentation qui, sur la scène, a l'air du plus grand désordre. Des chefs prennent la parole avec des gardes du corps autour qui ont l'air de graviter d'une manière complètement chaotique. Si vous venez à un deuxième ou à un troisième meeting, vous constaterez que l'ordre est toujours le même. Il existe un ordre, différent du nôtre. Les choses se passent de telle manière que, selon la puissance de leur aura religieuse, les chefs interviennent dans un certain ordre et la quantité de gardes du corps est très spécifique et correspond à une sorte de décorum, de protocole de puissance. C'est un jeu très précis. Donc, méfions-nous. Maktab consiste en cela.

### REVOLUTION ISLAMIQUE EN IRAN

**Eric GIACOMETTI.**- Un mot sur Ali Chariati.

**Xavier RAUFER.**- Ali Chariati est l'idéologue de la Révolution islamique en Iran et c'est lui qui a retranscrit Maktab. Cela vaut aussi bien pour les Sunnites que pour les Chiïtes. Il s'agit d'une forme d'association. Il est l'homme qui a appliqué ce concept de Maktab à la création des réseaux de la République de Khomeiny avant la prise du pouvoir. Il est mort maintenant, mais ses textes et ses écrits ont été centraux pour la mise en route du mouvement qui a conduit ultérieurement à la Révolution islamique d'Iran.

J'ai connu autrefois un très grand ethnologue américain qui est toujours vivant, spécialiste de l'Islam chiïte. Il était en poste à Oman et il allait dans les années 70 en face, en Iran, pour assister au sermon du vendredi dans les mosquées chiïtes. L'élite de l'Islam chiïte iranien a pour langue d'église l'arabe. Lui, qui est spécialiste de cette culture, parle un admirable arabe médiéval, l'équivalent de Bossuet. Il y allait simplement pour la beauté de la langue. C'était avant la Révolution islamique d'Iran. Il allait d'une mosquée à une autre selon les jours et la ville dans laquelle il se trouvait.

Il s'apercevait que semaine après semaine, en 1977 ou 1978, les discours changeaient partout au même moment. Les sermons dans l'Islam chiïte ont toujours pour thème la mort, l'assassinat de l'Imam et de ses 72 compagnons par les méchants Sunnites. Progressivement, d'une semaine à l'autre, sous ses yeux, la figure de l'Imam Al Hussein changeait dans les discours de façon réglée au millimètre. Au fil du temps, moins l'Imam Al Hussein était une figure christique massacrée dans la plaine de Kerbala avec ses compagnons et plus il était le Che Guevara. Le schisme du deuil laissait la place au schisme de la colère, de manière réglée au millimètre dans toutes les mosquées d'Iran au même moment.

Il retourne à Oman, rencontre les responsables de l'ambassade des Etats-Unis et demande à l'ambassadeur s'il n'y a pas quelqu'un qui s'occupe de renseignements. On finit par lui présenter M. Smith, il lui fait une note. Après la révolution islamique, on a retrouvé la note sur laquelle était annoté comme seul commentaire : « La tête d'œuf nous ennuie avec ses balivernes ».

L'aveuglement, c'est cela !

**Eric GIACOMETTI.**- Il ne suffit pas d'identifier des menaces, encore faut-il être particulièrement perspicace et vigilant et ne pas avoir d'ocillères.

Jean-Pierre Maulny, vous êtes directeur-adjoint d'IRIS, Institut des relations internationales et stratégiques.

La France est-elle consciente de ces menaces ? Ne faut-il pas dorénavant raisonner sur le plan européen ?

**Jean-Pierre MAULNY.**- Faire de la prospective stratégique a toujours été de tout temps un métier extrêmement difficile. On parle de l'imprévisibilité des menaces aujourd'hui ; trois ou quatre ans avant la chute du mur de Berlin, personne ne pensait qu'il allait tomber.

Aussi, des erreurs, en commet-on tout le temps. La difficulté est toujours de réussir à interpréter les signaux faibles qui vont entraîner des ruptures stratégiques, l'événement complètement imprévu.

La semaine prochaine, le nouveau Livre blanc sur la défense va être publié. Le dernier datait de 1994. 14 ans, c'est assez longs entre deux livres blancs. Certains de nos partenaires européens réalisent des livres blancs avec une fréquence beaucoup plus importante.

Si nous comparons l'identification des menaces entre 1994 et ce qui paraîtra la semaine prochaine, nous observerons des permanences. En 1994, la question du terrorisme existait déjà, ainsi que celle de la question de la sécurité des approvisionnements. Ce que l'on appelle parfois nouvelles menaces n'est pas non plus totalement nouveau.

Il est certain que nous sommes entrés dans une période d'incertitudes avec une pluralité de menaces dont nous ne savons pas exactement si elles vont se réaliser ou non.

Puis, nous pouvons assister à des accélérations de l'histoire. C'est par exemple la hausse des prix du pétrole couplée à la hausse des matières premières, notamment des produits alimentaires et des ressources stratégiques. On peut se retrouver, dans cette configuration, avec des migrations très importantes, car les populations ne peuvent plus se nourrir dans certains pays. Cela peut être une rupture stratégique qui n'est pas nécessairement prévue et qui ne vient pas nécessairement de ce que l'on pourrait appeler une menace, en tout cas une menace intentionnelle. Telle sera la difficulté des années à venir.

Dans le nouveau Livre blanc sur la défense, cette question de l'incertitude, de la rupture stratégique sera prise en compte puisque toute la nouvelle fonction stratégique « connaissance et anticipation » sera renforcée.

### **PROTECTION ET PROJECTION**

Sans parler de la question de sécurité nationale, c'est-à-dire faire le lien entre sécurité intérieure et défense, qui est une nécessité, un débat a en revanche eu lieu dans le Livre blanc entre la fonction de protection au sens sécurité intérieure et la fonction de projection.

Les formats opérationnels des armées seront réduits et nos capacités de projection avec eux. Un débat a lieu aujourd'hui dans la communauté stratégique, notamment chez les

militaires, pour savoir si la sécurité se fait sur le territoire national ou si elle se fait également en projection à l'extérieur.

**Eric GIACOMETTI.**- Que voulez-vous dire par *projection* ?

**Jean-Pierre MAULNY.**- C'est la projection des forces en Afghanistan, au Liban, au Tchad, à l'heure actuelle. Si nous devons continuer à augmenter les contributions de nos troupes à l'extérieur, nous nous retrouvons confrontés à un problème étant donné que le format de l'armée sera réduit dans le nouveau Livre blanc et dans la future loi de programmation militaire.

Une des solutions à la fois naturelle, politique et nécessaire est d'envisager toutes ces questions de sécurité et de défense dans un cadre qui n'est plus uniquement français, mais qui est multilatéral et naturellement européen. J'ai dit *politiquement nécessaire*, car je pense personnellement que la construction européenne est une nécessité. Elle est nécessaire face aux menaces, car on ne peut plus traiter ces questions de menaces sur un strict plan national. Les nouvelles menaces ne s'arrêtent pas aux frontières, elles sont l'image du nuage de Tchernobyl. Toutes les questions de renseignements, de lutte contre le terrorisme ne peuvent plus se faire dans un cadre national, mais que dans un cadre multilatéral.

Puis, ce cadre est une nécessité également sur le plan des moyens, car si nous arrivons à mettre en commun nos moyens, notre capacité au niveau européen sera certainement supérieure. Nous le constatons bien avec la question du porte-avion qui sera différée en 2012. Il n'y aura pas de deuxième porte-avion dans le Livre blanc et dans la loi de programmation militaire. La solution est trouvée immédiatement, elle était d'ailleurs affichée lors du dernier sommet franco-britannique : essayons de voir si cette question du groupe aéronaval ne peut pas être vue, soit dans un cadre franco-britannique, soit plus largement dans un cadre européen.

Puis, à ce niveau de multilatéralisme dans la lutte contre les menaces, le dernier débat est naturellement celui de l'Union européenne et de l'OTAN. Est envisagé le retour dans le commandement militaire intégré de l'OTAN. Ce retour a été affiché par le Président de la République lors du dernier sommet de Bucarest.

Il faut savoir que nous sommes aujourd'hui dans l'OTAN. Il n'y a plus que trois instances où nous ne sommes pas : le Comité des plans de défense, le Commandement militaire intégré (en réalité, en cas d'opération du type de l'Afghanistan, des officiers sont rentrés dans ce commandement, mais ils ne sont pas dans le commandement permanent) et le Groupe des plans nucléaires.

Techniquement parlant, ce retour dans l'OTAN ne pose pas de problème. Toute la question est de savoir si la France, en rentrant dans l'OTAN, pourra faire bouger l'OTAN, car un des problèmes de l'OTAN est que cette structure de planification est pléthorique. Je vais vous donner un exemple précis. Les militaires à l'OTAN représentent 15 000 personnes, les militaires à l'Union européenne 200. Nous n'avons pas besoin de 15 000 militaires à l'OTAN. Les Britanniques sont d'ailleurs, comme nous, persuadés que ce n'est pas nécessaire et ils veulent faire réduire la structure militaire intégrée de l'OTAN.

Mais cette rénovation passe par une contraction, une plus grande efficacité.

Puis, nous avons ce problème des opérations de l'OTAN qui sont essentiellement militaires et peut-être pas toujours adaptées aux objectifs politiques. C'est pourquoi, en

grande partie, l'OTAN est en échec aujourd'hui en Afghanistan, même s'il essaie d'inverser la tendance.

Il faut essayer de progresser dans la construction de l'Europe de la défense, c'est-à-dire aller vers une intégration de plus en plus grande. Nous avons près de deux millions de soldats en Europe contre un million et demi aux Etats-Unis. Nos capacités sont largement inférieures. Si nous arrivions à mettre tout cela en commun, nos capacités seraient certainement supérieures. Il en est de même en matière de moyens civils, de sécurité civile, de lutte contre le terrorisme avec d'ailleurs une clause d'assistance mutuelle qui est prévue dans le Traité de Lisbonne et spécifiquement dédiée à cette question de la lutte contre le terrorisme et contre les catastrophes naturelles.

C'est un projet à poursuivre dans les années à venir.

### **LA FRANCE EST-ELLE AU NIVEAU ?**

**Eric GIACOMETTI.**- Sommes-nous à la hauteur, oui ou non ?

**Jean-Pierre MAULNY.**- Tout dépend ce que l'on veut faire.

**Eric GIACOMETTI.**- Je vais poser la question à Eric Delbecque.

**Eric DELBECQUE.**- Je ne suis pas un spécialiste de la chose militaire.

**Eric GIACOMETTI.**- Sur le thème du débat, « la France dispose-t-elle de moyens à la hauteur des menaces ? », la réponse est-elle oui ou non ? Si vous me répondez « tout dépend »...

**Jean-Pierre MAULNY.**- Tout dépend de la menace et de ce que l'on veut traiter.

**Eric DELBECQUE.**- On ne peut pas dire que l'on est prêt ou qu'on ne l'est pas, la réponse ne se pense pas ainsi. Dans certains domaines, cela se passe plutôt bien, dans d'autres, cela se passe plutôt mal.

### **SECURITE ECONOMIQUE : IMPREPARATION OU NAÏVETE ?**

Je prends un exemple. Dans le domaine de la sécurité économique, nous ne sommes pas prêts pour des raisons de fond. Nous ne sommes pas prêts à faire face à des prédatons technologiques, nous ne sommes pas prêts non plus à sécuriser un périmètre de sécurité économique stratégique. Nous ne savons pas faire ce genre de chose, car nous vivons sur cette idée, certes, généreuse et agréable, du libre jeu de l'offre et de la demande, si ce n'est que ce n'est pas vrai, cela n'existe pas. Ce jeu existe dans les manuels de micro économie que nous avons pu, les uns et les autres, ingurgiter au gré du temps, mais il n'existe pas dans la réalité.

Prenez des exemples concrets aujourd'hui. Intuitivement, quand vous voyez ce qui se passe dans le débat entre l'Européen et l'Américain, c'est-à-dire EADS et Boeing sur les avions ravitailleurs, voyez-vous la levée de bouclier que peut susciter l'idée qu'un simple opérateur non américain puisse sérieusement s'implanter dans le domaine de la défense ? On se rend bien compte que l'on est sur des positions de patriotisme économique qui n'ont rien à voir des deux côtés.

Puis, vous avez des gens qui pensent que l'intérêt économique est encore marqué nationalement et d'autres qui vivent dans l'illusion que ce n'est pas le cas, que ce soit au niveau national chez nous ou au niveau européen. Les instances européennes ne sont pas plus convaincues que les pouvoirs nationaux de l'existence d'industries stratégiques. Un Commissaire européen va même jusqu'à expliquer que la notion de « champion national » ou de « champion européen » ne veut rien dire. Pour moi, ce n'est pas banal, car vous n'entendrez jamais ce discours aux Etats-Unis, il ne peut simplement pas être pensé.

Puis, nous n'avons pas l'inventivité nécessaire. Au-delà de la capacité à penser les problèmes, nous n'avons pas les bons outils et nous ne savons pas les inventer.

Chez nous, à partir du moment où nous nous posons une question relative à la sécurité nationale, il faut une réponse d'Etat. S'il n'y a pas une réponse d'Etat, ce sera forcément une mauvaise réponse. Par conséquent, même sur les objectifs de sécurité nationale, on ne sait pas penser le partenariat public/privé.

Observons un débat qui intéresse tout le monde et qui suscite beaucoup de passion, celui des fonds d'investissements, pas tous les fonds d'investissements, mais certains que l'on connaît bien aujourd'hui. Certains sont neutres et d'autres ne le sont pas. Quand vous êtes un peu honnête et renseigné dans ce milieu, vous savez qu'en allant chez certains d'entre eux, vous n'êtes pas dans des fonds d'investissement neutres.

Encore une fois, il existe deux écoles. Pardonnez-moi ces jeux de mots, mais le premier « intellectueur » venu va vous expliquer que tout cela est un monde parfaitement libéral et que ces fonds d'investissement sont totalement neutres, même s'ils sont truffés d'anciens du complexe militaro-industriel américain ou d'anciens du renseignement. A l'autre opposé, vous avez des énervés qui vont vous expliquer qu'il y a des complots partout.

Il n'y a pas de complots partout, mais une capacité des individus à travailler ensemble et à faire que les intérêts d'état et les intérêts privés se marient harmonieusement. C'est simplement cette capacité merveilleuse à se dire que l'on peut récupérer une technologie qui, pour des raisons de sécurité nationale, est intéressante et qu'en plus, on peut gagner beaucoup d'argent. Une conjonction d'intérêts se fait alors naturellement de manière autonome. Mais il n'y a pas de complot à la Maison blanche ou quelques obscurs cardinaux de l'ombre expliquant comment il faut se débarrasser du complexe militaro-industriel européen.

Ce n'est pas ainsi que cela se joue, mais sur des aspects culturels. Certains pensent que les intérêts économiques relèvent de logiques nationales et doivent être mêlés à des logiques de sécurité nationale. C'est ce que traduisent certains outils de dispositifs américains comme EXON-FLORIO : pour un motif de sécurité nationale, vous pouvez ou non investir dans certaines industries.

Puis, d'autres pensent, comme chez nous, que l'économie est une espèce de voile qui circule au-dessus des hommes et qui n'a plus rien à voir avec les intérêts d'une puissance.

En France, nous sommes de ce point de vue très mal préparés, car, comme nous pouvons le constater dans les médias, en France, nous n'avons pas d'intérêts mais des idéaux. Il est obscène, pas propre de dire que l'on a des intérêts. Nous, on a des idéaux, ce qui est parfaitement vrai. Mais ces idéaux se soutiennent bien sur une puissance, sur une force d'expansion. Il y a le syndrome du coq gaulois qui, comme vous le savez, peut chanter dans les pires conditions. Si on n'a pas de potentiel de puissance derrière, que défend-on ? Rien.

Finalement, nous en revenons à des débats culturels de fond et c'est pourquoi dans ce domaine, nous ne sommes pas bien préparés et que nous avons reçu plus de coups que nous n'en avons donné.

Des choses sont montées. Je ne prétends pas non plus que toute la démarche de construction de la politique d'intelligence économique est inefficace. De manière très opérationnelle, depuis la nomination d'Alain Juillet comme responsable, elle a lieu et a joué un rôle tout à fait important et nous progressons. Mais la question dans ces moments n'est pas de savoir si nous progressons ou pas, mais en combien de temps nous serons capables de nous mettre à niveau de certaines logiques sans nous-mêmes être obligés de ployer un genou, voire deux.

S'il n'y a pas de retard, nous allons normalement créer une Small Business Administration en Europe à partir de la fin juin. Je vous rappelle qu'aux Etats-Unis, ce qui a donné naissance à ce dispositif, donc la loi, date de 1953. Juin 2008 pour notre SBA à l'Européenne, eux juin 1953... Nous pouvons commencer à penser que nous sommes en retard et un bon retard. Le problème essentiel est le rattrapage mais, oui, nous avançons.

### ARBITRAGES

**Nicolas ARPAGIAN.**- L'idée est que tout dépend de ce que l'on veut en faire. S'il s'agit de protéger d'un point de vue physique le territoire national, techniquement, même une France encore appauvrie, amoindrie peut encore physiquement le faire. La seule question est : quelles ambitions politiques, au-delà de nos strictes frontières, avons-nous pour notre pays pour ses idées, pour ses intérêts que nous voulons voir prospérer hors de nos frontières ?

En clair, dès lors que les moyens d'action sont réduits, il faudra assumer que nous ne puissions plus intervenir lors de conflits dans toutes les régions du monde, que la France sera obligée, soit d'admettre qu'elle n'a pas les moyens de ses ambitions, soit de composer avec d'autres nations.

Deuxièmement, en termes de maintien d'activités industrielles, et il ne s'agit pas de plaider pour des contrats d'Etat de manière à financer des bureaux d'études, mais à partir du moment où des choix industriels seront arrêtés, par exemple sur les satellites, les équipes d'EADS, pour les citer, diront : « si vous ne passez pas commande au bout d'un moment, je ne pourrai pas garder mes ingénieurs et mes bureaux d'études. Je peux les occuper un certain temps, mais à un moment, je devrai les licencier parce que je ne sais pas comment les occuper. »

Il en est de même pour le porte- avion (bien qu'ils sauront s'occuper car le domaine est un peu différent). C'est plus clairement encore le cas des frégates. Des arsenaux vous disent : « Si vous n'embauchez pas mes ouvriers, quel travail donner à mes arsenaux ? Nous faisons des ronds dans l'eau et nous réparons les coques des yachts ? »

**Eric GIACOMETTI.**- On les revend à Taiwan, non ?

**Nicolas ARPAGIAN.**- Par exemple. Il faut étudier des scénarios, se dire chaque fois que l'incidence pour la France, telle qu'elle a conçu sa souveraineté nationale et hors de ses frontières, doit être remise en cause pour des questions budgétaires.

Quand on pose la question des fonds souverains, faudrait-il un fonds souverain à la française ? Je rappelle qu'un fonds souverain, dans les économies « normales », est, soit un

excédent budgétaire, ce que nous n'avons pas à ma connaissance, soit un excédent lié à des gains liés aux réserves énergétiques ou autres. En d'autres termes, c'est du *cash* comme un particulier aurait de l'argent dont il n'a pas immédiatement besoin, mais qui lui permet de réaliser des investissements.

En matière de défense, c'est la même chose. La France a les moyens de sécuriser son territoire de Dunkerque à Calvi, elle pourra même protéger les DOM-TOM. Au-delà de la protection de ses territoires, c'est avant tout une question d'ambition politique et de moyens investis pour la concrétiser.

**Eric GIACOMETTI.**- Xavier Raufier, sommes-nous à la hauteur et que faudrait-il faire pour y être ?

**Xavier RAUFER.**- La première étape consiste à parler de ce qui se passe dans le monde.

### **SAVOIR GERER LES « SALES GUERRES »**

Les Russes avec la Tchétchénie, les Américains en Irak, en Somalie, en Afghanistan, etc. sont des opérations qui hantent à l'heure actuelle le monde entier, mais personne n'ose le dire, c'est la « sale guerre ». C'est ce que l'on a fait en Algérie, les Anglais en Irlande du Nord.

Nous sommes dans un monde avec une sensibilité plus aiguë à ces problèmes. Les Etats-Unis essaient de camoufler tant bien que mal ce qui se passe à Abu Ghraib, Guantanamo, mais cela ne pourra pas continuer indéfiniment.

Or, l'Europe est constituée de deux armées, pas de trois et en aucun cas de 27, qui savent faire en ce domaine, car leur expérience leur permet de combattre dans des conditions difficiles, dans des pays chaotiques sans sombrer dans ces débordements en raison de leur expérience cuisante en la matière : ce sont les Français et les Britanniques. Les Français et les Britanniques n'ont pas une passion l'un pour l'autre, mais quand ils sont les uns avec les autres, ils sont entre professionnels, ils savent comment faire, dans quelle limite ils peuvent agir, ils savent ne pas sombrer dans les débordements.

Regardez ce qui s'est passé lors de l'envoi des armées de l'AIV dans les Balkans avec pour mission de ne laisser passer personne. Les miliciens serbes sont arrivés, les ont ignorés et ils ont massacré 7 000 personnes.

Hélas, à l'heure actuelle dans l'Europe, pour des raisons historiques, les seules deux bonnes armées sont celles qui ont eu des troupes coloniales, les Français et les Britanniques. Les Américains plus poliment disent que ceux qui savent jouer au rugby savent se battre dans le monde actuel. Mais ce n'est pas cela, ce sont les troupes coloniales. Ce sont les seules qui savent le faire. Des pays qui ont des séquelles de la deuxième guerre mondiale comme l'Allemagne ou des pays qui ont un passé colonial avec une immense présence en Asie, comme les Pays-Bas, ont renoncé à faire autre chose que des tulipes ou de l'électronique.

Nous en sommes là. Deux en Europe savent faire.

Nous avons été capables d'aller chercher les pirates, c'est un coup de chance. Il est bien connu que c'est après de tels faits que l'on sait si nous sommes capables. A part les Anglais et nous, je ne vois personne en Europe capable de le faire.

**Eric GIACOMETTI.-** S'agissant plus globalement de la défense contre toutes les menaces, ne sommes-nous pas trop petits pour faire face à tout ?

**Xavier RAUFER.-** C'est la capacité de réfléchir à temps qui prédomine.

**Eric GIACOMETTI.-** Avons-nous en France cette capacité ?

### **GADGETS ELECTRONIQUES**

**Xavier RAUFER.-** Nous avons des gens merveilleux, en particulier un général, Vincent Delporte, qui a écrit un livre admirable intitulé « Penser autrement sur les guerres » et qui enfin, au bout de 20 ans, a osé traiter la révolution électronique dans les affaires militaires américaines de « gadget ». Cela fait vraiment du bien d'entendre quelqu'un dire que le roi est nu, que ce sont des sottises. Quand les gadgets électroniques sont arrivés en Irak, ils n'ont pas fonctionné, car les simulations et la préparation avaient été faites de manière électronique devant des ordinateurs et des écrans. Or, en Irak, il y a de la poussière et la poussière bloque tout, bouche tout. 80 % des matériels étaient aveugles du fait de la poussière !

Quand on procède à des simulations sur un écran d'ordinateur, il n'y a pas de poussière. Souvenez-vous de vos problèmes de physique en seconde : comptons les frottements pour négligeable. En l'occurrence, les frottements sont véritables.

Nous avons au moins cette capacité de lucidité.

Par ailleurs, nous n'avons pas non plus sombré dans quelque chose qui était important. A l'origine, le management a été inventé aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale. Il fallait qu'une chaîne roulante puisse approvisionner en milliers d'avions, de tanks le front gigantesque qui allait jusqu'au Japon, il fallait fournir les Russes aussi. Après cela, l'inverse s'est produit, à savoir que les lois du management sont passées à la société civile avec tous ses développements et sont enfin revenues chez les militaires.

A l'heure actuelle, l'armée des Etats-Unis est empêchée dans ces concepts de management et elle n'est plus capable de concevoir la partie purement militaire des affaires militaires. Cette histoire est très importante et vous avez là aussi des livres écrits en France dont l'un est monstrueusement drôle, juste et cruel sur le chamanisme managérial. Il montre que les lois du management ressortent de la sorcellerie. C'est une histoire fort drôle qui montre à quel point il ne faut pas se laisser abuser par ces techniques, surtout dans les affaires militaires.

Ceux qui ont été comme d'habitude insolents et capables de dire « le roi est nu » ont été jusqu'à présent des Français. Nous sommes donc un peu moins mal que les autres.

### **CONTROLE DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS...**

**Eric GIACOMETTI.-** Jean-Pierre Maulny, vous vouliez intervenir sur ce point précis ?



**Jean-Pierre MAULNY.-** Sur les questions industrielles et sur le franco-britannique, vous avez cité le livre de Vincent Delporte. Nous pourrions également citer celui de Rupert Smith sur le même type et qui dit à peu près les mêmes choses.

Sur les questions industrielles et de protection économique, de protection des intérêts et des technologies, le système des Américains est très simple. On peut investir chez eux à condition de ne rien connaître sur ce qui se passe dans l'entreprise. Votre actionnaire arrive en fin d'année, touche ses bénéfices, mais il ne sait absolument rien de ce qui se passe dans l'entreprise. Il n'a pas le droit d'intervenir dans la stratégie de l'entreprise.

C'est ce qu'il faut essayer d'appliquer en France.

Je me souviens d'une discussion où un responsable m'expliquait que le contrôle des investissements n'était pas le problème en France, le problème était de trouver des investisseurs. En effet, notre principal problème est de trouver des actionnaires dans ces entreprises stratégiques et de défense. Ce problème sera de plus en plus aigu dans les années à venir et nous le constaterons avec la question d'EADS dans les mois et années à venir.

Sur cette question du contrôle des investissements, nous avons une législation. Le Code monétaire et financier a été revu. Nous avons le décret de 2005. Nous avons même été accusés par la Commission européenne, car le spectre du contrôle des investissements étrangers était trop large. Le contrôle des investissements consiste à examiner le dossier de quelqu'un qui veut investir en France avec la possibilité de lui dire non. La législation existe donc sur le sujet. Le tout est de savoir qui est l'investisseur, ce qu'il veut faire, comment cela fonctionne. Or, nous ne sommes pas bien préparés à ce contrôle des technologies. Nous avons l'investisseur, mais pourrions-nous vraiment contrôler les technologies ?

L'Union européenne sur ce sujet est en train d'évoluer, notamment l'Agence européenne de défense sur la partie purement défense. L'Agence européenne de défense dispose d'une stratégie industrielle. Cette agence s'occupe de défense et armement pour le compte de l'Union européenne. L'idée de faire de la politique industrielle est donc présente et nous commençons à la retrouver à la Commission européenne qui est plutôt d'inspiration totalement libérale.

### **... ET MAINTIEN DES COMPETENCES TECHNOLOGIQUES**

La question de la politique industrielle en France est en effet un véritable problème, car le budget de défense ne va pas augmenter dans les années à venir. Nous allons nous retrouver face au choix cornélien suivant : fournissons-nous des matériels à nos militaires ou conservons-nous des compétences technologiques et industrielles ? Parfois, et il faudra le déterminer très précisément, dans certains secteurs, il faudra payer des gens à ne pas fabriquer ou à moins fabriquer des outils qui ne seront pas des équipements militaires. Cela se fait déjà. L'UCAV, le démonstrateur d'avion armé sans pilote, est purement et simplement de l'argent donné un certain nombre de partenaires industriels européens pour maintenir une compétence technologique. Il ne s'agit pas d'équipement militaire. On conserve de la sorte les gens « au chaud » dans les bureaux d'études, car on pense qu'ils sont nécessaires. Dans un certain nombre de domaines, il faut en effet pratiquer ce type de politique et l'aspect politique industrielle sera déterminant dans les années à venir.

**Eric DELBECQUE.-** Deux remarques. La première concerne l'observation de Xavier qui me paraît extrêmement juste et elle permettrait de fermer un débat. Il n'y a pas de problème de qualité de pensée en France. Nous avons beaucoup de gens qui réfléchissent très

bien. Nous pouvons vous dresser des listes avec des dizaines de noms de personnes qui conduisent des travaux absolument fabuleux et qui sont souvent de loin de meilleure qualité que bien d'autres travaux internationaux qui sont promus.

La grande question est comment organiser ces ressources, comment les coordonner. Nous en revenons à nos vieux débats sur les cinq ans, comment construire les lieux de concentration de cette pensée et de projection de cette pensée à l'international, car nous avons du mal à faire exister nos idées au niveau national. Le problème réside dans l'organisation des gens qui pensent et dans la projection de la pensée française ou européenne avec toutes ses spécificités et sa qualité à l'extérieur.

Ajoutez à cela notre capacité très française à se mettre dans le viseur les uns des autres et à s'exécuter entre nous préalablement, ce qui fait que le terrain est déblayé pour les autres. C'est assez délirant. Nous sommes un des rares pays dans lequel des auteurs vont en éliminer d'autres de leur bibliographie parce qu'ils ont telle querelle entre eux. Pour une fois, il faudrait arrêter et savoir séparer la recherche et les relations personnelles.

### DEUX LOGIQUES OPPOSEES

Deuxième remarque, il est tout à fait juste que la question chez nous est vraiment d'arriver à ce que des investissements étrangers puissent être profitables, sans pour autant qu'ils dirigent la stratégie.

En revanche, sur le domaine de la défense, la prise de conscience européenne est très tardive, elle vient d'avoir lieu. En particulier, nous avons été capables de voir un certain nombre d'entités arriver jusqu'au cœur de nos systèmes de production de défense, un certain nombre d'industries qui avaient du sens, un peu d'importance. Et là, certains rapports parlementaires ont dit qu'il y avait peut-être un souci et les instances européennes commencent à se poser la question différemment. Mais c'est tout récent.

Pour preuve que nous n'avons pas la même approche, même si je conviens qu'il s'agit d'un grand progrès, nous avons réussi à créer des secteurs stratégiques pour examiner les investissements de près, les interdire ou plutôt les contrôler. Nous définissons des secteurs dans lesquels nous pourrions conférer des autorisations. Les Américains peuvent, eux, décider, pour des raisons de sécurité nationale, d'interdire un investissement. La logique à l'œuvre est très différente.

Dans un cas, on se contorsionne pour créer des secteurs stratégiques qu'il faudra régulièrement réévaluer pour juger de leur pertinence, et dans l'autre, la sécurité dans le droit américain n'est pas définie, il suffit que le Président des Etats-Unis décide que c'est de la sécurité nationale pour qu'elle le devienne. Si demain, pour être un peu provocateur, le Président des Etats-Unis décide que cette société qui fabrique des boîtes de conserve est stratégique, elle deviendra stratégique.

La logique de pensée à l'œuvre dans les deux modèles est profondément différente.

**Eric GIACOMETTI.**- Je vais prendre les questions.



### **Le salon « Empire » du Press Club et l'auditoire du 10 juin**

**Albert MERLIN.**- Dans la définition des politiques de stratégie, il y a des choix. Vous rassemblez toutes les données possibles et inimaginables. Il y a des éléments qualitatifs très difficiles à apprécier parce que tout change.

Ceci étant, une partie des données relativement objectives vous permet-elle de faire un peu de calcul économique, c'est-à-dire de l'évaluation coûts/avantages ou pas ?

**Eric DELBECQUE.**- Dans les domaines qui relèvent plutôt du public, évaluer certaines politiques, certains choix est très difficile et les données objectives en la matière manquent parfois, c'est vrai.

Quand on essaie, notamment dans le domaine de la sécurité économique, de se procurer des données que l'on pourrait considérer comme élémentaires, on se rend compte parfois qu'elles n'existent même pas. Un ministère dispose normalement de telle ou telle batterie de données, mais parfois, il nous arrive de passer un coup de téléphone à un cabinet ou à un service en particulier et de nous apercevoir qu'il ne dispose pas de tel indicateur pour la seule raison qu'on ne le leur a jamais demandé. Il n'y a donc pas forcément de construction a priori.

Il m'arrive souvent dans mon domaine de spécialité de me retrouver avec une absence de matériaux disponibles pour travailler. Dans ce cas, cela peut poser un certain nombre de difficultés, car certaines logiques d'anticipation n'ont pas été mises en route depuis très longtemps.

**Albert MERLIN.**- Que font les Américains ?

**PROMOUVOIR LE PRIVE, DANS L'INTERET NATIONAL**

**Eric DELBECQUE.**- Leur logique est très différente depuis très longtemps. Mais tout cela repose sur le fait que leur dispositif d'intelligence économique a été précédé, ce qui suscite des cris d'orfraie quand on en parle, par une politique industrielle. Les Américains ont une politique industrielle, elle existe. Quand tout le monde dit que ce n'est pas vrai, ils n'ont peut-être pas une politique de grands programmes comme nous l'avons connue, mais ils ont une politique industrielle. Comment définir autrement le financement de certains projets par la DARPA ? N'est-ce pas une politique industrielle quand la SBA met plusieurs milliers de fonctionnaires à disposition pour aider les PME-PMI ? N'est-ce pas une politique industrielle quand on monte un système d'import/export qui est en fait un soutien à l'export ? Elle en est une, mais selon des modèles que nous avons beaucoup de mal à décrypter.

Ce système public, dans les matières qui nous concernent, fonctionne pour la promotion d'intérêts privés ; ce qui est très difficile à comprendre pour nous en France. Aller expliquer, pour certaines parties de l'administration, que le dispositif doit fonctionner au bénéfice de la maximisation d'intérêts privés parce que ces intérêts privés nourrissent une logique d'intérêt national, j'ai entendu quelques jours auparavant quelqu'un dans la fonction publique me répondre : « quelle idée étrange de penser que l'Etat est là pour servir des intérêts privés ? » Mon interlocuteur n'a pas parlé d'intérêt de boutiquier, mais nous en étions quasiment là. Cela a l'air de clichés, mais je peux vous assurer qu'encore aujourd'hui, vous entendez régulièrement ce discours dans la fonction publique.

Je vais m'avancer et être assez brutal : il est dommage que ceux qui tiennent ce discours soient parfois à des niveaux de responsabilités relativement élevés et ce, pour une raison simple : c'est qu'ils ont été formés il y a un certain temps, dans une autre philosophie de l'Etat. Ce ne sont pas les jeunes énarques d'aujourd'hui qui sont fermés à la nécessité de promouvoir des intérêts industriels. Il y a quand même un bain générationnel, un bain culturel ; mais pour certaines personnes qui ont vécu dans un monde composé des « bleus » et des « rouges », des « méchants » et des « gentils », notre période est assez perturbante.

**PAS OU'UNE QUESTION D'ARGENT...**

**Nicolas ARPAGIAN.**- Ce n'est pas forcément une question d'argent, même si la précarité de notre situation financière pourrait le laisser penser.

Prenons un exemple. La fameuse DARPA, l'agence américaine, a eu l'idée d'organiser un concours qui propose aux écoles d'ingénieurs des principales universités américaines de fabriquer une voiture télécommandée au sein d'une ville fantôme. Les universités seront en concurrence, des obstacles seront placés et l'engin qu'elles élaboreront devra passer à travers cette ville fantôme.

Ce qui est présenté comme étant une espèce de tartufferie d'étudiants sympas permet à l'heureux gagnant de remporter 100 000 dollars. Ce prix est, certes, important, mais à l'échelle des finances publiques américaines, nous sommes dans le symbole.

L'idée est simple : ce concours permet aux fonctionnaires américains de repérer les futurs ingénieurs. Il leur coûte 100 000 dollars plus quelques bouteilles de boissons, bref, ce n'est pas très cher. Il permet de mobiliser des centaines d'étudiants à l'échelle du pays pour les aider dans un système de conduite téléguidée qu'ils pourront utiliser. Ils n'auraient pas

forcément mobilisé des équipes à temps plein pour le faire. Ces étudiants sont contents de le faire, ils repartent avec 100 000 dollars et l'affaire est jouée. Il leur a fallu un an là où il nous aura fallu deux à trois ans pour réussir à avoir un matériel performant.

### **POUR LA CONCLUSION : CLEMENCEAU.**

A travers cet ouvrage simple, clair, didactique, l'idée était, à l'instar du fameux « *la guerre est chose trop sérieuse pour être confiée aux militaires* » de Clemenceau, de se dire que cette question ne doit pas être l'apanage des seuls militaires. Par définition, pour que ce soit l'idée de souveraineté nationale, il faut que l'opinion publique s'en saisisse, que la sphère économique se l'approprie, que le politique en soit partie prenante, mais aussi l'univers médical; bref, se dire que c'est une œuvre collective. Considérer que la défense, c'est faire un chèque à quelques militaires qui accepteront de se faire tuer juste pour défendre nos idéaux, ne peut pas constituer le ferment d'une nation ni un modèle de développement démocratique pour un pays comme le nôtre.

Nous verrons comment va vivre ce Livre blanc et quelle place il occupera. Arrivé un 19 juin, d'un point de vue débat public, ce n'est peut-être pas extraordinaire, d'autres priorités vont occuper nos contemporains en France. Mais la question est de se demander comment s'approprier cette question à partir du moment où des menaces auront été identifiées et comment chacun, chacune dans sa fonction, peut participer à cette défense collective. C'est pourquoi c'est avant tout un projet d'ambition au sens réellement national plus qu'un intérêt catégoriel d'un état major de l'armée de terre, de l'air et de la marine qui défendrait un budget de manière individualiste.

**Eric GIACOMETTI.**- Xavier Rauffer, que pensez-vous du Livre blanc ?

**Xavier RAUFER.**- Je ne l'ai pas lu parce qu'il n'est pas encore publié !

*(Rire général)*

**Eric GIACOMETTI.**- Qu'attendez-vous du principe du Livre blanc ?

**Xavier RAUFER.**- C'est une bonne idée, il permet de « remettre les pendules à l'heure ». L'idée serait plutôt d'en sortir un tous les cinq ans que tous les 15 ans.

Deuxièmement, j'ai un petit souci avec la fonction publique française qui n'anticipe pas bien. Elle est dans la culture d'attendre la catastrophe pour la gérer.

La deuxième canicule a provoqué 120 morts et pas 12 000. Mais la deuxième fois, ils sont plutôt meilleurs que la première, si ce n'est que dans le monde où l'on vit, la première fois est généralement celle qui fait le plus mal.

Sur la capacité de la fonction publique française à se remettre en cause à travers le monde, je vais vous citer un exemple sans donner de détails, car il ne s'agit pas de lyncher quiconque, mais on a parlé de fonds souverains. Le plus gros fonds souverain du monde (650/700 milliards dollars) se trouve dans un des émirats du Golfe. Le directeur des investissements de ce plus gros fonds d'investissement du monde est français. Personne ne le savait. L'exploit principal de l'ambassade de France dans le pays en question a consisté cette année-là, au moment où on a commencé à parler de fonds souverains, à organiser un festival de films. J'ai eu l'occasion d'en parler avec un des membres de la famille royale qui m'a dit : « *French movie is not very funny. Next time, I'll send my driver* ».

*(Rires dans la salle)*

Personne ne savait. Il y a donc un vrai travail à mener pour remettre les gens aux vrais discours et aux vraies perspectives.

**Une intervenante.**- Peut-être ne voulait-il pas que cela se sache ?

**Xavier RAUFER.**- Ce n'est pas une raison pour ne pas le savoir. Il y a nombre de choses que Ben Laden ne veut pas que l'on sache et que l'on essaie quand même de savoir.

**Nicolas ARPAGIAN.**- C'est la limite de la courtoisie, il faut normalement aller au-delà.

**Eric GIACOMETTI.**- On me fait signe que c'est terminé. Si vous avez des questions, il y a un cocktail ouvert à tous. Merci à nos intervenants.

*(Applaudissements.)*

*(La séance est levée à 20 heures.)*